



**ARRETE N° 010 / 2024**  
**REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA**  
**CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**  
**ROUTE DE LAVALLOT**

Le Maire de la Ville de Guipavas

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-1 et L. 2213-2 à L. 2213-5 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – 8ème partie – Signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 ;

Vu la demande en date du 27 décembre 2023 de l'entreprise CONSTRUCTEL, 25 rue Nicéphore Niepce – 29200 BREST ;

Considérant que pour permettre un raccordement à la fibre optique, il y a lieu de réglementer la circulation route de Lavallot à Guipavas ;

Sur proposition de Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de Guipavas,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**

Mardi 16 janvier 2024, la chaussée route de Lavallot sera rétrécie et la circulation routière alternée par l'implantation, au droit des travaux, d'une signalisation verticale temporaire composée de panneaux B15/C18.

**Article 2**

Le stationnement sera interdit à l'emplacement du chantier.

**Article 3**

La signalisation adéquate sera mise en place par CONSTRUCTEL, 25 rue Nicéphore Niepce – 29200 BREST, qui assurera par ailleurs la protection et le balisage du chantier, ainsi que la sécurité des piétons et la continuité du cheminement piéton.

**Article 4**

Les véhicules se trouvant en stationnement irrégulier seront déplacés par une entreprise spécialisée dans le dépannage automobile, aux frais de leur propriétaire et au tarif départemental, après mise en place dûment constatée de la signalisation d'interdiction, dans les délais utiles.

**Article 5**

Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de Guipavas, le Commandant de la Gendarmerie Nationale et tous agents de la force publique Monsieur le Directeur de l'entreprise CONSTRUCTEL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Le Maire*

- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.*
- *Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes (par voie postale au 03 Contour de la Motte-35000 RENNES ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours Citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans le délai de deux mois à compter de la présente notification.*

Guipavas, le 11 janvier 2024  
Pour le Maire,  
Par délégation,  
Jacques GOSSELIN,  
Adjoint aux travaux

